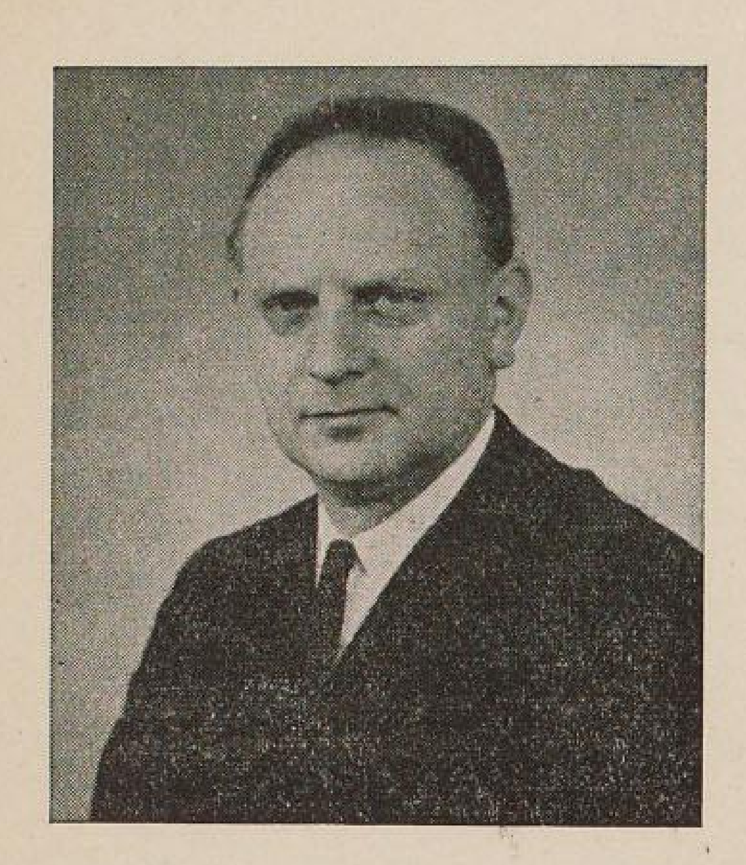
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - Département du Rhône - 8e Circonscription

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - SCRUTIN DU 23 JUIN 1968

RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT



CENTRISTE – LIBÉRAL – EUROPÉEN

(investi par le Comité d'Action pour la Défense de la République)

Pierre MORISON

Député Sortant

Président de la Fédération Rhône-Alpes des Républicains Indépendants Giscard d'Estaing

Conseiller Municipal de L'Arbresle



Baptiste CHARMY

37 ans

Agriculteur

Adjoint au Maire de St-Romain-en-Gier

RÉPUBLICAIN - INDÉPENDANT

SUPPLÉANT

Madame, Monsieur,

En ce mois de juin 1968, nous nous posons tous la même question, **nous avons frôlé le drame. Pourquoi ?**

Personne ne s'y attendait. Pas plus le Gouvernement que les responsables politiques ou syndicaux et encore moins le peuple français.

L'étranger nous enviait. Nous vivions en paix, notre économie semblait saine. La France était forte et nos réserves de devises confortables.

Pourtant, deux semaines ont suffi pour mener la France au seuil d'une Révolution.

Vent de folie ? Engrenage fatidique ?

Quelles que soient les explications fournies, une chose est certaine, le terrain était préparé. Un mécontentement plus ou moins conscient avait gagné un grand nombre de Français — paysans, commerçants, ouvriers, étudiants, cadres, enseignants, chômeurs — tous impliqués dans une vaste refonte de sociétés, une refonte qu'ils pouvaient croire menée sans eux, contre eux.

A qui la responsabilité ? Tout le monde la porte :

.../...

— Le système qui s'est écroulé en 1958 pour faire place au Régime fort alors indispensable à la Nation.

— Ce même régime marqué par la puissante personnalité du Général de Gaulle et confirmé dans son comportement par celui, inchangé, de l'opposition.

— Les responsables de l'Economie qui, une fois rétablis les mécanismes de la prospérité, n'ont pas cherché à en faire bénéficier **tous les Français.**

— Les Syndicats qui, essentiellement, par commodité, se sont cantonnés dans la contestation.

— La plupart des Français, prisonniers de leur individualisme et d'une société de consommation qui se sont désintéressés des corps intermédiaires, de leurs votes, de leur sort.

Tous responsables... mais aujourd'hui tous conscients. A quel prix ?

Quelle est l'issue ?

Les Institutions mises en place par la Ve République ont prévalu et il n'est pas un Français qui, au fond de son cœur, ne s'en réjouisse.

La paix nationale a survécu... mais elle est fragile.

Demain, elle peut être tuée. Si les Français n'ont pas la possibilité de s'exprimer comme un peuple majeur.

Certes, il nous faut un Président de la République, élu par nous, qui reconnaisse et harmonise les valeurs portées par tous les courants d'opinion ; il faut des députés qui aient la faculté et la volonté d'exprimer des choix politiques, des conseillers généraux et municipaux capables de décisions sur le plan local.

Mais il nous faut aussi une voie d'expression permanente, reconnue, institutionnalisée afin que toute réaction économique et sociale soit immédiatement perçue, analysée et traitée.

Il faut que la grande réflexion éveillée dans tous les milieux par les événements actuels se poursuive, se formule clairement en termes constructifs.

Il faut qu'elle soit comprise comme une volonté de participation et qu'aucune décision touchant la moindre catégorie de personnes ne soit prise sans que ses représentants aient été d'abord consultés.

Tout cela exige une évolution profonde des groupements, des individus, des méthodes ; sans cette évolution, il n'y aura pas de nouvelle société française.

Mais pour accomplir tous ensemble cette grande œuvre de rénovation, la condition première est le retour à la paix civile.

« Il n'y a rien de pire que l'anarchie, c'est-à-dire de vivre sans gouvernement et sans lois » a écrit Bossuet.

Puissions-nous, en ces temps d'incertitude, élever nos cœurs, faire taire nos divisions, pour ne penser qu'à l'intérêt national et au bonheur de la France.

Vu, le candidat,
Pierre MORISON.

IMP. CENTRALE - TÉL. 29 - L'ARBRESLE